

DREAL-UD69-BB
DDPP-SPE-FC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2026-03
imposant des prescriptions complémentaires
et actualisant les prescriptions applicables
à la société UNIVAR Solutions
pour l'installation exploitée 83 rue Jacquard à Genay**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;

VU le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et des mélanges dit « CLP » ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mars 2012 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société UNIVAR Solutions dans son établissement situé 83 rue Jacquard à Genay ;

VU le courrier d'UNIVAR Solutions du 15 octobre 2024 sollicitant une augmentation de la capacité autorisée sous la rubrique 4441 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au titre des droits acquis ;

VU la demande de compléments de l'Inspection des installations classées en date du 18 décembre 2024 ;

VU le courrier de réponse à cette demande d'UNIVAR Solutions du 17 septembre 2025 ;

VU le rapport daté du 19 septembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 6 novembre 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté, formulées par message électronique du 26 novembre 2025, faisant état d'un précédent porter à connaissance concernant une antériorité de classement de l'acide nitrique sous la rubrique 4130-2 à hauteur de 95 tonnes pour une quantité maximale autorisée de 195 tonnes sous cette rubrique ;

VU les courriers du 2 août 2017 et du 7 janvier 2021 de la société UNIVAR Solutions sollicitant auprès de la préfecture du Rhône une antériorité au titre de la rubrique 4130-2 au motif du changement du classement au titre du règlement « CLP » de l'acide nitrique sous la mention de danger H331 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'augmentation de capacité sous la rubrique 4441 de la nomenclature provient d'une évolution de la classification du produit Oxtéril (mention de danger H272) en application des dispositions du règlement CLP ;

CONSIDÉRANT que la demande d'augmentation de capacité sous la rubrique 4130-2 de la nomenclature provient d'une évolution de la classification du produit acide nitrique (mention de danger H331) en application des dispositions du règlement CLP ;

CONSIDÉRANT que dans ce cas, la modification de capacité relève de l'article L.513-1 du code de l'environnement et peut être accordée au bénéfice des droits acquis ;

CONSIDÉRANT que l'analyse des risques de la société UNIVAR Solutions à l'appui de sa demande justifie l'absence d'effet hors site et d'effet domino sur d'autres installations de l'établissement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : OBJET

Il est pris acte par le présent arrêté de la modification sollicitée par la société UNIVAR Solutions, implantée 83 rue Jacquard à Genay, portant la capacité autorisée sous la rubrique 4441 « Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 » à 100 tonnes.

La mise en œuvre de la modification sera effectuée conformément au dossier de demande et de ses compléments.

ARTICLE 2 : TABLEAU DE NOMENCLATURE

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mars 2012 susvisé est remplacé par le tableau ci-dessous :

Tableau de classement, en référence à la nomenclature des installations présentes dans l'établissement.

Rubrique	Intitulé de la rubrique installations classées	Régime	Caractéristiques quantité
1434-I b)	Liquides inflammables (installations de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-services visées à la rubrique 1435) : 1. Installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h mais inférieur à 100 m³/h	DC	Débit : > 5 m³/h et < 100 m³/h
1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique liquides 1435). Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation. (1) A l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.	A	Dépotage de liquides inflammables déversant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation
1436-2	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	DC	300 tonnes
1510-2	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³	E	Stockage produits finis solvants (entrepôt de 1 825 m²) Stockage produits finis minéraux (zone couverte de 1 190 m²); Stockage des produits chimiques industriels (entrepôt de 2 140 m²); Stockage existant de produits divers (entrepôt de 3 530 m²). Volume total 79 312 m³
1630-1	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 250 t	A	450 tonnes dont 293 tonnes en cuves
2663-2	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 2 - Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m³	NC	Emballages vides en matières plastiques d'un volume total inférieur à 1 000 m³
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	D	Atelier de charge des batteries des chariots élévateurs : P>50 kW

Rubrique	Intitulé de la rubrique installations classées	Régime	Caractéristiques quantité
2931	Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (atelier d'essais sur banc de) : Lorsque la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN	A	Moteur diesel du système d'extinction, puissance 213 kW
4120-1	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 1. Substances et mélanges solides La quantité totale susceptible d'être pressente dans l'installation étant inférieure à 5 t	NC	4,9 tonnes
4120-2 a)	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être pressente dans l'installation étant a) Supérieure ou égale à 10 t	A (Seuil Bas)	100 tonnes
4130-1	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 1. Substances et mélanges solides La quantité totale susceptible d'être pressente dans l'installation étant inférieure à 5 t	NC	4,9 tonnes
4130-2 a)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être pressente dans l'installation étant a) Supérieure ou égale à 10 t	A (Seuil bas)	195 tonnes
4140-1 a)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 1. Substances et mélanges solides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant a) Supérieure ou égale à 50 t	A (Seuil Bas)	50 tonnes
4140-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t	NC	0,9 tonnes
4150	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	NC	4,9 tonnes
4331-1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t	A	2 500 tonnes
4440-I	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t	A	96 tonnes
4441-1	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t	A (Seuil bas)	100 tonnes
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë I ou chronique I. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t	A (Seuil haut)	370 tonnes

Rubrique	Intitulé de la rubrique installations classées	Régime	Caractéristiques quantité
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	A (Seuil Bas)	450 tonnes
4610-2	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 10t mais inférieure à 100 t	DC	60 tonnes
4630-2	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH029 (au contact de l'eau dégage des gaz toxiques). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	D	30 tonnes
4706	Nitrate de potassium et engrais composés à base de nitrate de potassium (sous forme de cristaux) qui présentent les mêmes propriétés dangereuses que le nitrate de potassium pur. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant Inférieure à 500 tonnes	NC	30 tonnes
4722-2	Méthanol. La quantité susceptible d'être présente dans installation 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	D	100 tonnes
4734-1 c)	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris); gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris); fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, étant : 1. Pour les cavités souterraines, les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total mais inférieure à 1 000 t au total	DC	300 tonnes

(1) A : Autorisation - E : Enregistrement - DC : Déclaration et contrôle - D : Déclaration - NC : Non-classé

Note : L'activité de l'établissement étant saisonnière, ou pouvant évoluer au gré des marchés, des espaces de stockage peuvent être dédiés au cours de l'année à certains types de produits et à une autre époque, à d'autres types. Ainsi, les quantités totales autorisées ne sont pas la somme des quantités autorisées pour chaque rubrique du tableau.

Dans tous les cas, les stockages doivent rester conformes, en nature, en quantité et en localisation, à ceux mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation, et dans les modifications portées à la connaissance du préfet et autorisées.

ARTICLE 3 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Genay et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Genay pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Genay fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (UNIVAR Solutions - 83 rue Jacquard - 69730 GENAY), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Genay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société UNIVAR Solutions.